



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA  
LEGALITE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la  
Protection des Milieux**

Affaire suivie par : Jean-Luc CORONGIU

Tél: 04.84.35.42.72

Dossier 2024-224PC

[jean-luc.corongiu@bouches-du-rhone.gouv.fr](mailto:jean-luc.corongiu@bouches-du-rhone.gouv.fr)

Marseille, le **23 OCT. 2024**

**Arrêté préfectoral n° 2024-224-PC modifiant les prescriptions applicables à  
l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) de  
l'Arbois, exploitée par la Métropole Aix-Marseille-Provence,  
située lieu-dit « Jas de Maroc » sur la commune  
d'Aix-en-Provence**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD,  
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,**

VU le Code de l'Environnement notamment ses articles L.511-1, L.541-15, L.181-14, R.181-46-I, R.181-45, R.541-48-3 ;

VU l'objectif fixé au 7° du I de l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

VU la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 qui instaure d'une part, la possibilité de déroger au volet déchets du SRADDET afin notamment de permettre le stockage au-delà de l'objectif fixé de 50% des quantités enfouies en 2010 et d'autre part de modifier la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) en vue de surtaxer les quantités de déchets stockées au-delà de l'objectif ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux ;

VU l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

VU le Schéma Régional d'Aménagement, du Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, approuvé le 15 octobre 2019 ;

VU l'arrêté préfectoral n°1400-2011 du 18 novembre 2013 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/11/2021, autorisant la Métropole Aix-Marseille-Provence à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit « Jas de Maroc » sur la commune d'Aix-en-Provence et notamment le casier B3 ;

VU l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2022 autorisant la Métropole Aix-Marseille-Provence à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit « Jas de Maroc » sur la commune d'Aix-en-Provence et notamment le casier B4 ;

.../...

VU le dossier de porter-à-connaissance de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en date du 19 juin 2024, visant à augmenter la capacité annuelle de stockage de déchets non dangereux en 2025 de 40 000 tonnes et de prolonger la durée de vie du casier B3 d'une année et les compléments apportés par courrier du 12 août 2024 ;

VU le courrier du Président du Conseil Régional en date du 20 septembre 2024 en réponse à la consultation du Préfet de Région du 28 juin 2024 conformément à l'article L541-15 du Code de l'environnement ;

VU le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 27 septembre 2024 ;

**Considérant** que 1 999 584 tonnes de déchets non dangereux non inertes ont été stockées en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur en 2010 ;

**Considérant** que l'article L.541-1.I.7° du Code de l'environnement impose de « *réduire de 30% les quantités de déchets non dangereux non inertes admis en installation de stockage en 2020 par rapport à 2010, et de 50% en 2025. Dans ce cadre, la mise en décharge des déchets non dangereux valorisables est progressivement interdite.* » ;

**Considérant** que le SRADDET en vigueur planifie une réduction des capacités de stockages autorisées à compter du 01 janvier 2025 imposant une limite régionale au stockage, fixée à 999 792t/an conformément à l'article L.541-1-7° du Code de l'environnement, ainsi que des capacités individuelles des sites inférieures ou égales à 100 000t/an afin de favoriser un maillage de proximité au sein des quatre bassins de vie ;

**Considérant** que la capacité de stockage des déchets non dangereux non inertes en région autorisée n'atteint pas la limite fixée par le SRADDET pour 2025 ;

**Considérant** que cette situation conduit à identifier un déficit très probable de capacité de stockage en 2025 ;

**Considérant** que pour palier ce déficit d'exutoire prévisible en 2025, il est nécessaire de réviser les autorisations des sites en vue de ramener la capacité régionale cumulée à hauteur de la limite du SRADDET, soit une hausse de cumul des autorisations de 98 0920 tonnes en 2025 ;

**Considérant** le principe d'équité visant à considérer toutes les demandes qui ont été formulées et à partager cette capacité de 98 000 tonnes entre les différents exploitants d'ISDND ;

**Considérant** que le SRADDET de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur organise le territoire régional en quatre bassins de vie et que l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la commune d'Aix-en-Provence fait partie du bassin de vie Provençal ;

**Considérant** qu'une des principales orientations définies par le volet déchet du SRADDET consiste à disposer d'un maillage d'ISDND assurant l'application du principe de proximité et d'autosuffisance des quatre bassins de vie, conformément à l'article R.541-16-I-5° du Code de l'environnement ;

**Considérant** la situation de saturation en matière de capacités de traitement des déchets non dangereux ;

**Considérant** qu'il est nécessaire, au titre du principe de proximité, de mobiliser les capacités régionales pour atteindre l'autosuffisance régionale avant tout recours à des capacités extra-régionales ;

**Considérant** dès lors qu'il y a lieu d'autoriser l'ISDND de l'Arbois à augmenter, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025, sa capacité d'accueil de déchets non dangereux de l'ordre de 15 000t/an jusqu'au 31 décembre 2025 ;

**Considérant** que cette demande d'augmentation temporaire de la capacité de stockage à 115 000 t/an pour 2025 n'entraîne pas de nouveaux rejets ou de nouvelles émissions industrielles, et donc aucun nouveau danger et inconvénient pour l'environnement par rapport à la situation 2020 – 2024 (stockage de déchets non dangereux à 180 000t/an puis 160 000 t/an en 2024) dont les impacts et inconvénients ont été étudiés et présentés au public dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale ayant abouti à l'arrêté préfectoral n°1400-2011 du 18 novembre 2013 susvisé ;

**Considérant** que ces modifications ne concernent pas une extension, ni une augmentation de la quantité totale de déchets et qu'il n'y a pas de changement de la remise en état final du site.

**Considérant** que les modifications sollicitées ne sont pas substantielles, au sens de l'article R 181-46-I du Code de l'environnement, mais qu'il est cependant nécessaire d'encadrer leur mise en œuvre par un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaire dans les formes prévues à l'article R.181-45 du même code ;

**Considérant** par ailleurs qu'il est nécessaire pour l'exploitant de poursuivre la surveillance des eaux souterraines compte tenu de la persistance des écoulements de lixiviats observés en limite du site, et qu'il convient ainsi de renforcer la surveillance des eaux souterraines au regard des conclusions et recommandations émises par le bureau d'études ENVISOL suite aux investigations réalisées (*rapport référencé A2309-585\_R\_EB\_1c du 02 août 2024*) ;

**Considérant** qu'il apparaît opportun de mettre en œuvre un programme d'investigations complémentaires compte tenu de la complexité du fonctionnement hydrogéologique du site et des incertitudes restantes concernant l'impact de l'ISDND en aval de celle-ci ;

**Considérant** qu'il convient dès lors de modifier les prescriptions techniques imposées par l'arrêté d'autorisation n°1400-2011 du 18 novembre 2013 et du 05 décembre 2022 pour intégrer les modifications apportées par l'exploitant à son installation et celles relatives au suivi des lixiviats et des eaux souterraines ;

**Considérant** que les dispositions proposées ont pour objectif de préserver les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, la sécurité et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

## **ARRÊTE**

### ***ARTICLE 1 : Champ d'application***

Les conditions d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) au lieu-dit « Jas de Maroc » située sur la commune d'Aix-en Provence, autorisé par l'arrêté préfectoral-n° 202194-A du 05 décembre 2022 et l'arrêté préfectoral n°1400-2011 du 18 novembre 2013, sont modifiées conformément aux dispositions du présent arrêté.

### ***ARTICLE 2 : Modifications de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°1400-2011 du 18 novembre 2013***

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°1400-2011 du 18 novembre 2013, modifié par l'article 2 de l'arrêté du 24 novembre 2021, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Rubrique	Désignation des installations	Volume de l'activité	Régime *
2760-2b	Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 : 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 b) Autres installations que celles mentionnées au a	180 000 tonnes / an jusqu'au 31 décembre 2023  160 000 tonnes /an du 01 janvier 2024 au 31 décembre 2024  110 000 tonnes/ an du 01 janvier 2025 au 31 décembre 2025	A
3540 -1	Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes		A
2515-1-a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	Puissance maximum de 550 kW	E

2517-2	<p><b>Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques</b>  La superficie de l'aire de transit étant :</p> <p>2. Supérieure à 5 000 m<sup>2</sup>, mais inférieure ou égale à 10 000 m<sup>2</sup></p>	< 10 000m <sup>2</sup>	D
2910-B-1	<p><b>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</b>  B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse :</p> <p>1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW</p>	<p><b>Puissance thermique nominale totale : 10,125 MWth</b></p>	E
2780-1b	<p><b>Compostage – installation de traitement aérobique de déchets non dangereux ou de matière végétales brutes.</b></p>	30 T/jour	E

**ARTICLE 3 : Modifications de l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°1400-2011 du 18 novembre 2013, modifié par l'article 3 de l'arrêté du 24 novembre 2021**

Les dispositions de l'article n° 1.4.1 de l'arrêté préfectoral n°1400-2011 du 18 novembre 2013, sont remplacées par les dispositions suivantes :

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'exploiter pour le casier B3 est accordée jusqu'au 31 décembre 2025, cette durée correspond à la période d'apport de déchets. Elle inclut la phase finale de remise en état du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée.

**ARTICLE 4 : Modifications de l'article 1.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°1400-2011 du 18 novembre 2013, modifié par l'article 4 de l'arrêté du 24 novembre 2021**

Les dispositions de l'article n° 1.6.2 de l'arrêté préfectoral n°1400-2011 du 18 novembre 2013, sont remplacées par les dispositions suivantes :

**Montant des garanties financières du 01 janvier 2025 au 31 décembre 2025 pour le casier B3:**

$\{[(110\,000 \times 10^{-6} \times (120 - (110\,000 / 10\,000)) + 1,5)] / 6,55957\} \times (1 + 20,6 \%) = XX \text{ € TTC}$   
valeur avril 1999

Tonnage annuel : 110 000 tonnes

La formule d'actualisation des coûts est la suivante :

$G_a (\text{€HT}) = G_{Fr} \times \alpha$

Avec  $\alpha$  : (indice d'actualisation des coûts) =  $TP01a / TP01r \times [(1 + TVAa) / (1 + TVAr)]$

TP01r (avril 1999) : 413,6

TP01a (juillet 2020) : 850,1 (indice paru au J.O. le 17/05/2024 soit 130,1, après application du coefficient de raccordement de 6,5345)

TVAr (avril 1999) : 20,6 %

TVAa (juillet 2020) : 20%

Montant total des garanties à constituer pour la période du 01 janvier 2025 au 31 décembre 2025 pour le casier B3 :

**5 047 000€ TTC**

**ARTICLE 5 : Modifications de l'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2022**

Les dispositions de l'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2022, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Intitulé	Date
N°117-2017 PC	Autorisant la métropole AMP à réceptionner pendant deux ans des mâchefers en provenance de l'incinérateur de Fos et à les utiliser en matériaux de couverture dans l'ISDND sur le plateau de l'Arbois	26/06/17
N°189 – 2018 PC	Modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2007-10-11-0131SPCARP du 11 octobre 2007	27/07/18

Les prescriptions des arrêtés suivants sont abrogées à compter du 1er janvier 2026 et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Intitulé	Date
N°1400 -2011 A	Autorisant la communauté du pays d'Aix à prolonger l'exploitation de l'ISDND sur le plateau de l'Arbois	18/11/13
N°2021-367 PC	Imposant des prescriptions à la métropole AMP dans le cadre de la modification de l'arrêté 1400-2011-A du 18/11/2013	24/11/21

**ARTICLE 6 : Modifications de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2022**

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2022, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Rubrique	Régime (A, E, D)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2760-2b	A	Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 : 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 : b) Autres installations que celles mentionnées au a.	Création d'un nouveau casier : • Durée de vie : 14,6 ans (1er janvier 2025 – 31 juillet 2039) • Surface du casier : 17 ha • Capacité : 1 450 000 t déchets • Côte maximale de réaménagement : 244 m NGF • Nombre d'alvéoles : 11	Capacité maximale annuelle : • 5 000 tonnes du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 • 100 000 t/an de déchets non dangereux à compter du 1er janvier 2026
3540 (rubrique IED)	A	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 : 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes 2. Autres installations que celles classées au titre du 1 lorsqu'elles reçoivent plus de 10 tonnes de déchets par jour	Création d'une capacité stockage de déchets non dangereux	1 450 000 t de déchets
2510-3	A	Carrière ou autre extraction de matériaux (exploitation de). Affouillements du sol (à l'exception des affouillements rendus nécessaires pour l'implantation des constructions bénéficiant d'un permis de construire et des affouillements réalisés sur l'emprise des voies de circulation), lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1000 mètres carrés ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2000 tonnes	Terrassement et évacuation hors site	évacuation hors site c 468 000 tonnes de matériaux

Rubrique	Régime (A, E, D)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2517-1	E	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 3. Supérieure à 10 000 m <sup>2</sup>	Plate-forme de transit de déchets inertes.	Superficie de l'aire de transit : 30 000 m <sup>2</sup>
2515-1a	E	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 kW	Concassage – Criblage	Puissance maximale autorisée : 550 KW
2910-B1	E	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b (ii) ou au b (iii) ou au b (v) de la définition de biomasse. Uniquement de la biomasse telle que définie au b (ii) ou au b (iii) ou au b (v) de la définition de biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 50 MW	Installation de combustion des biogaz : 3 moteurs	3*3.375MWth (puissance nominale thermique de l'installation), total de 10.125 MWth

\* A (autorisation), E (Enregistrement)

Il est pris comme hypothèse de calcul une densité de :

- 1 t/m<sup>3</sup> pour les déchets après compactage ;
- 1,8 t/m<sup>3</sup> pour les matériaux argileux
- 2 t/m<sup>3</sup> pour les matériaux calcaires et drainants.

L'activité suivante relève de la nomenclature des installations classées visée à l'article R.511-9 du Code de l'Environnement, mais n'est pas classable à la vue des quantités ou capacités mises en œuvre :

- rubrique 4734-2c : Citerne mobile de Gazole non routier d'une capacité de 8 m<sup>3</sup>

**ARTICLE 7 : Modifications de l'article 1.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 décembre 2022**

Les dispositions de l'article 1.2.5 de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2022, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

La capacité totale de stockage exprimée en masse de déchets pouvant être admise sur l'installation	1 450 000 tonnes pour B4
La durée de la période d'exploitation 14,6 ans (1er janvier 2025 – 31 juillet 2039)	
La durée de la période d'exploitation	14,6 ans (1er janvier 2025 – 31 juillet 2039)
La durée prévisionnelle de la période de post-exploitation	25 ans (2039 – 2064)
La capacité annuelle de stockage exprimée en masse de déchets pouvant être admis sur l'installation	<ul style="list-style-type: none"><li>• 5 000 tonnes du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025</li><li>• 100 000 t/an à compter du 1er janvier 2026</li></ul> Cette capacité annuelle autorisée pourrait être revue en cas d'évolution des objectifs et orientations du SRADDET, d'ici la fin d'exploitation prévue en 2039.
La capacité journalière de stockage exprimée en masse de déchets	500 t/j (valeur approximative)
La nature des déchets qui peuvent être stockés	Déchets non dangereux ultimes
L'origine géographique des déchets pouvant être admis	<p>Les déchets peuvent provenir de l'ensemble des communes du bassin de vie provençal, tel que défini dans le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalités des Territoires.</p> <p>Cependant l'exploitant accueillera en priorité les déchets en provenance des 36 communes appartenant à l'ex-Territoire du Pays d'Aix puis du territoire de la métropole Aix Marseille Provence .</p> <p>La provenance des déchets correspond à la localisation de leur lieu de production initial. Elle n'est pas modifiée par les éventuelles étapes de regroupement, tri, transfert subies préalablement à leur mise stockage.</p> <p>En cas de situation exceptionnelle dûment justifiée et ayant fait l'objet d'une information du Préfet des Bouches-du-Rhône, pour une durée limitée dans le temps, des déchets d'autres territoires peuvent être accueillis.</p> <p>Les matériaux d'exploitation sont originaires du bassin de vie provençal.</p>

Les caractéristiques des équipements de valorisation ou de destruction du biogaz	3 moteurs de cogénération, chacun présentant une puissance thermique nominale égale à 3,375 MW <sub>th</sub> , une puissance thermique utile de 1,42 MW <sub>th</sub> et une puissance électrique utile de 1,415 MW <sub>el</sub> 1 torchère (BG2000), de capacité nominale 2 000 m <sup>3</sup> /h 1 torchère (BG500), de capacité nominale 500 m <sup>3</sup> /h
--	--

Les déchets suivants sont interdits sur l'ISDND :

- les déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, y compris les déchets dangereux des ménages collectés séparément ;
- les déchets d'activités de soins et assimilés à risques infectieux, non banalisés ;
- les substances chimiques non identifiées et/ ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement et dont les effets sur l'homme et/ ou sur l'environnement ne sont pas connus (par exemple, déchets de laboratoires, etc.) ;
- les déchets radioactifs, au sens de l'[article L. 542-1 du Code de l'environnement](#), c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
- les déchets ayant fait l'objet d'une collecte séparée à des fins de valorisation à l'exclusion des refus de tri ;
- les ordures ménagères résiduelles collectées par une collectivité n'ayant mis en place aucun système de collecte séparée ;
- les déchets liquides (tout déchet sous forme liquide, notamment les eaux usées) ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets de pneumatiques, à l'exclusion des déchets de pneumatiques équipant ou ayant équipé les cycles définis à l'[article R. 311-1 du code de la route](#) ;
- les déchets de plâtre ;
- les déchets pouvant faire l'objet d'une valorisation organique tels que les végétaux et les boues de station d'assainissement des eaux.

Les matériaux d'exploitation autorisés dans l'installation de stockage de déchets non dangereux sont les déchets inertes conformément à la définition de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement.

**ARTICLE 8 : Modifications de l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 décembre 2022**

**Les dispositions de l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2022, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :**

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives.

En application des articles L. 181-21 et L 181-28 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter est accordée à compter de la date de notification du présent arrêté, la réception de déchets dans le casier B4 étant autorisée pour une durée de 14,6 années, du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 juillet 2039.

**Le présent arrêté couvre donc les phases d'exploitation suivantes :**

- Les travaux préparatoires à l'exploitation de la zone du casier B4 et des nouveaux bassins, effectués en parallèle de la poursuite d'exploitation du casier B3, jusqu'au 31 décembre 2025 ;
- L'exploitation du casier B4 (réception de déchets), du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 juillet 2039 ;
- La mise en œuvre de la couverture intermédiaire mentionnée à l'article 9.1.12.

Les dispositions relatives au traitement des lixiviats par osmose inverse (articles 4.3.9.4 et 9.1.5 et 10.1.2.2 et chapitre 10.2) et au prétraitement des biogaz (article 9.1.10) sont applicables pour l'installation de stockage dès notification du présent arrêté.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée.

La demande de prolongation ou de renouvellement d'une autorisation environnementale est adressée au préfet par le bénéficiaire deux ans au moins avant la date d'expiration de cette autorisation. La demande présente notamment les analyses, mesures et contrôles effectués, les effets constatés sur le milieu et les incidents survenus, ainsi que les modifications envisagées compte tenu de ces informations ou des difficultés rencontrées dans l'application de l'autorisation. Cette demande est soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale si elle prévoit d'apporter une modification substantielle aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés.

Suite à la remise en état du site, la durée prévisionnelle de la période de post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux est de 20 ans minimum.

**ARTICLE 9 : Création de l'article 1.6.1.bis de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 décembre 2022.**

Il est créé un article 1.6.1. bis à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 décembre 2022 dont les dispositions sont les suivantes :

**ARTICLE 1.6.1.bis MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES DU 01/01/2025 AU 31/12/2025**

Le montant des garanties financières est calculé selon les indications de la circulaire du 28 mai 1996 relative aux garanties financières pour l'exploitation d'installations de stockage de déchets modifiée par la circulaire du 23 avril 1999 qui précise que le calcul du montant des garanties financières peut se faire selon une méthode forfaitaire détaillée ou une méthode forfaitaire globalisée.

Pour la période d'exploitation du 01/01/2025 au 31/12/2025 pour le casier B4 le montant est le suivant :

$$\text{GFr (€HT)} = [t \times 10^{-6} \times (120 - t / 10\,000) + 1,5] / 6,55957$$

La formule d'actualisation du montant des garanties financières est la suivante :  $G_a (\text{€HT}) = \text{GFr} \times \alpha$

Avec  $\alpha$  (indice d'actualisation des coûts) =  $\text{TP01a} / \text{TP01r} \times [(1 + \text{TVAa}) / (1 + \text{TVAr})]$

Les paramètres utilisés pour le calcul des garanties financières actualisées sont les suivants :

t : tonnage annuel autorisé

TP01r : Index général tous travaux du mois de référence

TP01a : Index général tous travaux du mois d'actualisation des garanties financières

TVAr : Taux de TVA en vigueur au mois de référence

TVAa : Taux de TVA en vigueur au mois d'actualisation des garanties financières

Les valeurs suivantes ont été utilisées pour le calcul des garanties financières

Tonnage annuel autorisé pour le B4 : 5 000 tonnes

TP01r (avril 1999) : 413,6  
TP01a (mars 2024) : 850,1 ( $130,1 \times 6,5345$ )  
TVAr (avril 1999) : 20,6 %  
TVAA (mars 2024) : 20 %

Montant des garanties à constituer pour la B4 pour la période du 01 janvier 2025 au 31 décembre 2025 est le suivant : GF (M€TTC) = 0,784 M € TTC en 2025 (indice TP01 de mars paru en mai 2024, après application du coefficient de raccordement de 6,5345 – 850,1)

**ARTICLE 10 : Modifications de l'article 1.6.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 décembre 2022**

Le titre de l'article 1,6,2, de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2022 est remplacé par « Article 1,6,2 MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES A COMPTER DU 01/01/2026 ».

**ARTICLE 11 : Modification de l'article 10.1.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 décembre 2022 - – Réseau et programme de surveillance des eaux souterraines**

Les dispositions de l'article 10.1.4.2 de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2022, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Le sens d'écoulement de la nappe est globalement vers le Sud-Ouest, à l'exception d'une composante vers le Sud-Est en bordure Est du site:

- le piézomètre SP0 est donc en amont du site, le piézomètre SP8 bis est en aval immédiat de l'ancienne décharge Nord,
- les piézomètres SP3 bis et SP6 bis sont en aval immédiat de l'ancienne décharge Sud et du casier B1,
- les piézomètres SP10/11 se situent en aval Sud-Est du site,
- les piézomètres F2 et F3 se situent au Sud du casier B3 en aval des bassins d'eaux pluviales au Sud du site,
- la source du Figuier se situe en aval Sud du site,
- la source de l'Arbousière se situe en aval Sud-Ouest du site.

Le piézomètre SP5 situé dans la zone du nouveau casier B4 est neutralisé conformément à l'article 4.2.2.2.3.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

Pour information une comparaison des valeurs analysées est faite avec les valeurs des limites suivantes :

- Annexes I et II de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 consolidé, établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines
- Annexe II de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 et applicables aux eaux brutes de toute origine utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine.

L'exploitant réalise à une fréquence mensuelle le suivi des eaux souterraines sur tous les piézomètres, source du figuier et sources présentes dans l'environnement de l'installation ainsi que les ouvrages de collecte des écoulements (cunettes).

La localisation des points de prélèvements figure sur les plans joints en annexe 1 du présent arrêté. Ces plans sont actualisés à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.

Les paramètres à analyser sont les suivants :

- physico-chimiques suivants : métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn+Al+Ag), NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>, NTK, Cl<sup>-</sup>, PO<sub>4</sub><sup>3-</sup>, K<sup>+</sup>, Ca<sup>2+</sup>, Mg<sup>2+</sup>, MES, AOX ;
- paramètres biologiques : DBO<sub>5</sub>, COT, DCO ;
- paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;
- autres paramètres : hauteur d'eau, pH, conductivité, Température (°C), potentiel redox.

Les campagnes de prélèvement doivent être réalisées de manière synchrone sur l'ensemble des points de prélèvements.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.

Le choix des paramètres et la fréquence de prélèvement pourront être réexaminés en fonction des résultats obtenus et après avis de l'inspection des installations classées.

Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.8.2 du présent arrêté. Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.

En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en oeuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.

L'exploitant joint aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

En complément du suivi des eaux souterraines, l'exploitant réalise le programme d'investigations complémentaires ci-dessous selon les délais indiqués :

- rechercher sous 2 mois une source en dehors de l'influence de l'ISDND autre que le SP0 (ce nouveau point de prélèvement fera aussi l'objet du suivi visé à l'alinéa ci-dessus) ;
- réaliser un bilan hydrique entrée/sortie pendant un cycle hydrogéologique sur 12 mois. Il s'agit de quantifier la quantité de précipitations tombée sur le site, et de réaliser des mesures de débit en continu sur la source du Figuier (principale source contaminée selon les études et l'exutoire principal supposé de la zone de l'ISDND).

A cet effet, l'exploitant réalise sous 3 mois une zone de récupération des égouttures dans le talweg, perpendiculairement à la falaise surplombant la source du Figuier, permettant la mise en place d'un système de suivi pérenne.

- réaliser sous 3 mois un recensement précis sur le terrain des résurgences possibles aux interfaces entre les calcaires et les argiles, celles-ci étant représentatives des eaux souterraines circulant en aval de l'ISDND (vallons de la Bayle et des Collets Rouges), et assurer le suivi du débit et de la conductivité sur ces exutoires pendant plusieurs mois afin de préciser le modèle hydrogéologique de la zone ;  
Des prélèvements seront à réaliser sur les résurgences (lorsque possible) mises en évidence lors des études de terrain, avec la même batterie analytique que sur les points de prélèvements au droit de l'ISDND.
- réaliser sous 6 mois un suivi des usages sur les puits situés hors site et les sources à proximité de l'ISDND par le biais d'une enquête de terrain. Un diagnostic des puits est à réaliser (profondeur des ouvrages, régularité de la mise en eau, analyse des eaux suivant les mêmes paramètres que pour le suivi des eaux souterraines) ainsi que l'analyse de l'eau de chaque source suivant les mêmes paramètres que pour le suivi des eaux souterraines)

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 12 : Modification de l'article 10.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 décembre 2022 - Auto surveillance des lixiviats**

Les dispositions de l'article 10.1.3 de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2022, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Le volume des lixiviats générés fait l'objet d'un relevé mensuel.

Chaque trimestre, un prélèvement et une analyse des paramètres suivants sont effectués:

- Physico-chimiques suivants : métaux, métaux totaux, (Pb + Cu + Cr + Ni + Mn + Cd + Hg + Fe + As + Zn + Sn + Al + Ag), NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>, NTK, Cl<sup>-</sup>, PO<sub>4</sub><sup>3-</sup>, K<sup>+</sup>, Ca<sup>2+</sup>, Mg<sup>2+</sup>, MES, AOX, HC totaux, Phosphore total ; indice phénol, CN libres ;
- paramètres biologiques : DBO<sub>5</sub>, COT, DCO, hauteur d'eau ;
- autres paramètres : pH, conductivité, Température (°C), potentiel redox.

Les campagnes de prélèvement doivent être réalisées de manière synchrone sur l'ensemble des points de prélèvements.

Le choix des paramètres et la fréquence de prélèvement pourront être réexaminés en fonction des résultats obtenus et après avis de l'inspection des installations classées.

**ARTICLE 13 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de cette décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'[article R. 181-51](#), l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

#### **ARTICLE 14 : Publication**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant et publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **ARTICLE 15 : Exécution**

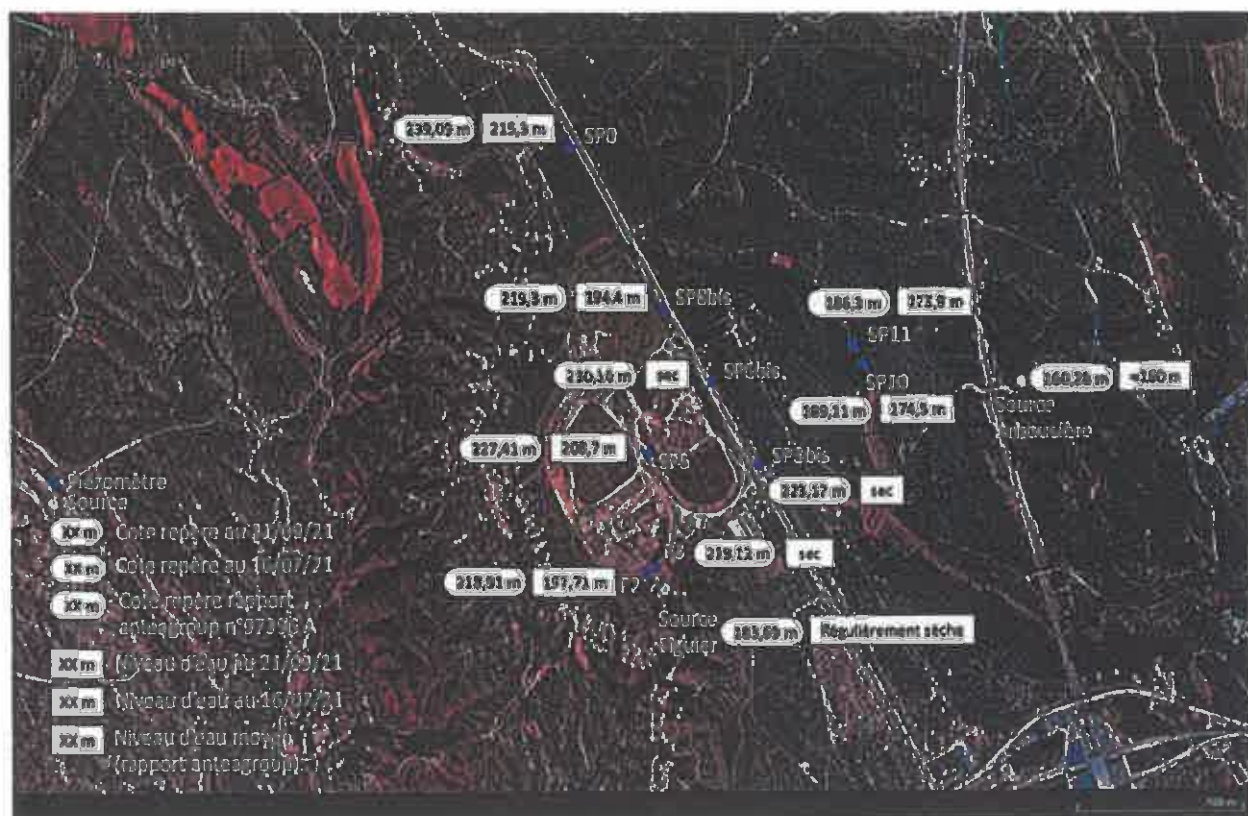
- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
  - Le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence,
  - La Maire d'Aix-en-Provence,
  - Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
  - Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
  - Le Directeur Départemental des Services d'Incendies et de Secours,
  - Le Directeur de l'Agence Régionale de Santé,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le

**23 OCT. 2024**

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
  
Cyrille LE VELY

## ANNEXE 1



**Fig. 6. Carte piézométrique du réseau de surveillance des eaux souterraines après ajout de F2 et F3**

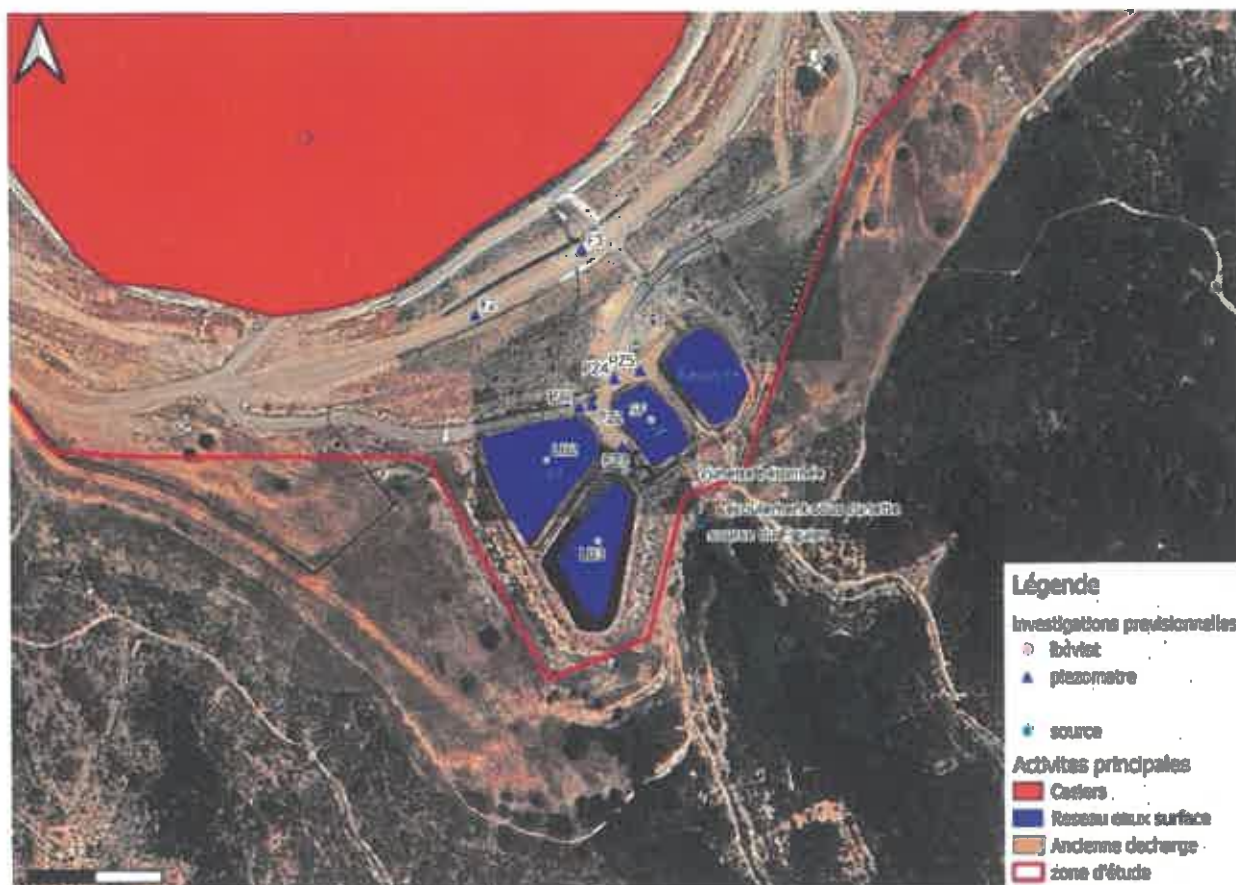


**Fig. 1. Plan d'implantation des points de mesure du réseau de surveillance**

**VU POUR ÊTRE ANNEXÉ**

**À L'ARRÊTÉ N° 2024-224-PC**

**DU 23 OCT. 2024**



VU POUR ÊTRE ANNEXÉ  
 À L'ARRÊTÉ N° 2024-224-PC  
 DU 23 OCT. 2024